

179999

137

LES FRONTIÈRES DE LA HONGRIE DÉMEMBRÉE

PAR

FRANÇOIS D'OLAY

CONSEILLER MINISTÉRIEL DE SECTION

EXTRAIT

DE LA REVUE DE HONGRIE
DU 15 JUILLET—15 AOUT 1930

BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM

1930

OSZK

OSZK

LES FRONTIÈRES DE LA HONGRIE DÉMEMBRÉE

PAR

FRANÇOIS D'OLAY

CONSEILLER MINISTÉRIEL DE SECTION

EXTRAIT

DE LA REVUE DE HONGRIE

DU 15 JUILLET—15 AOUT 1930

*A Magyar Nemzeti Múzeum Székelyi
Könyvtárának,
Budapest, 1930 július 12.-én
Dr. Olay Ferenc
vall. és közokt. miniszteri o. tanácsos*

BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM

1930



Thung h.

R
2

~~72 197~~

M. N. MÚZEUM KÖNYVTÁRA
II. Nyomt. Növedéknapló
1930 é. 264

R
1993

48079. — Budapest, Imprimerie de la Société Anonyme Athenaeum.

179999

Le traité de Trianon, dicté il y a dix ans par les puissances victorieuses et signé le 4 juin 1920, a détaché de la Hongrie des territoires lui appartenant sans interruption depuis la prise de possession du pays, c'est-à-dire depuis mille ans.

L'Occident civilisé, d'un trait de plume, a aboli non seulement l'unité nationale, historique, économique et physique, mais aussi l'unité géographique de la Hongrie. On a complètement négligé le principe si souvent proclamé du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au nom de la force, des millions de Hongrois et d'autres nationalités amies des Hongrois furent exclus du droit de plébiscite promis par Wilson, et après les avoir tenus à l'écart des négociations de paix, sans les entendre et en leur absence, on prononça la sentence qu'ils étaient admis seulement à entendre.

D'après cette sentence, sur les 325.411 km² de superficie et 20,886.487 âmes que la Hongrie comptait en 1910 (sans la Croatie et la Slavonie 282.870 km² et 18,264.533 habitants), 62.366 km² et 3,537.813 habitants revinrent à la Tchéco-Slovaquie, 63.572 km² et 4,141.121 habitants à la Yougoslavie, 102.181 km² et 5,236.305 habitants à la Roumanie. 4022 km² et 292.041 habitants à l'Autriche, 583 km² et 24.880 habitants à la Pologne et 21 km² et 49.806 habitants à l'Italie (Fiume).

Nos pertes en territoire s'élèvent donc à 232.745 km² et en population à 13,281.966 âmes. (Sans la Croatie et la Slavonie, nos pertes sont de 190.204 km² et de 10,660.012 têtes.) Notre territoire actuel mesure donc 92.666 km² en superficie et notre population actuelle comprend 7,604.521 habitants.

Si nous exprimons ces chiffres en % nous voyons que 67,2% du territoire de l'ancienne Hongrie et 58,3% de sa population — la Croatie et la Slavonie comprises, 71,52% des territoires réunis et 63,56% des populations — ont passé sous la domination ennemie.⁽¹⁾

Quelles que soient la compréhension, la fidélité pour nos anciens compagnons d'armes et la part que nous prenons à leur infortune, nous pouvons, sans aucun parti-pris, constater que les décisions relatives aux territoires hongrois sont les plus effroyables et les plus désastreuses.

L'Allemagne n'a perdu que 13% de son territoire et 9,5% de sa population,⁽²⁾ et si regrettable et si sensible que soit cette perte, elle n'est pourtant pas si catastrophique que celle des Hongrois.

Le traité de paix créa une situation déplorable à l'Autriche aussi, en lui laissant de son ancien territoire (300.005 km²) seulement 78.000 km², et d'une population de 28.571.000 seulement 6.121.000, c'est-à-dire l'Autriche a perdu 74% de son territoire et 78,6% de sa population, mais n'oublions pas qu'en 1920 elle a reçu 4022 km² et 292.041 habitants de la Hongrie, et qu'ainsi ses pertes se réduisent à 72,6% pour le territoire et à 77,6% pour la population; de plus, il est indéniable que l'Autriche ne constituait ni géographiquement, ni économiquement, ni historiquement, une unité comparable à celle de la Hongrie. La plus grande partie des territoires qui lui furent enlevés, comme la Galicie, la Bukovine, la Dalmatie, lui avaient été rattachés pendant les 150 dernières années et, pour la plupart, en s'appuyant sur les droits historiques de la couronne hongroise; la législation hongroise considérait jusqu'à ces derniers temps la Dalmatie comme appartenant de droit à la Hongrie. La différence est la suivante: tandis que le traité de paix limita l'Autriche à peu près à son territoire primitif d'« Ostmark », et n'en détacha que les parties acquises au cours des temps, grâce à un concours heureux des circonstances, et où l'Autriche, déjà par suite des conditions géographiques absurdes, n'avait pu établir une unité de langue et de sentiment, il enleva, par contre, à la Hongrie

(1) Données du recensement de 1920, page 4 (sur la base des données du recensement de 1910).

(2) *Statistisches Jahrbuch*, 1924—1925, p. 14.

des régions qui depuis mille ans lui appartenaient sans interruption et dont les populations étaient unies aux Hongrois par les liens du sang, de la parenté et de l'économie.⁽¹⁾

La *Bulgarie* perdit 9·9 % de son territoire et 8·9 de sa population.

La *Turquie* fut contrainte à abandonner 61·6 % de son territoire et 39·6 % de sa population, mais dans des conditions différentes, car une grande partie des territoires annexée n'étaient que des possessions nominales.

Voilà encore un point de comparaison : Le traité de Francfort (10 mai 1871) ne fit perdre à la France que 2,6 % de son territoire, c'est-à-dire 4.509,4 km² et 4,1 % de sa population, c'est-à-dire 1.579.219 âmes, et pourtant, avec quelle ténacité, quel acharnement la France lutta pour récupérer les territoires qu'elle n'avait pourtant pas possédés pendant mille ans.

Le même droit et les mêmes causes autorisent donc la Hongrie à combattre pour recouvrer l'intégrité de son territoire.

Des millions de Hongrois sont soumis à des puissances étrangères, animées de sentiments hostiles ; des portions de notre territoire, chefs d'œuvre de l'histoire et de la nature, avec une majorité hongroise de 54,4 %, ont été détachées et forment non pas une, mais *plusieurs* Alsace-Lorraine, et ainsi avec l'approbation des nations occidentales, un deuxième Balkan s'est formé dans l'Europe centrale.

La déclaration de la conférence de paix affirmant qu'une possession de mille ans ne confère pas le droit de propriété sur les territoires, mais qui ranime, lors de la fondation des Etats successeurs, *le souvenir commun d'une propriété ayant cessé il y a plus de mille ans*, est vraiment significative.

En s'appuyant sur le droit historique, les Français revendiquèrent l'Alsace-Lorraine, acquise par Louis XIV, donc après quelques dizaines d'années de possession.⁽²⁾

Combien les méthodes employées dans les négociations de paix antérieures surpassent celles de cette conférence.

Par exemple, les Français ne furent pas exclus du Congrès

⁽¹⁾ Aloïse Kovács : *La population de la Hongrie après le traité de Trianon* Statisztikai Szemle (Revue de Statistique), numéro 1—2, 1923.

⁽²⁾ Alexandre Márki : *Trianon*.

de Vienne, malgré que Napoléon avait bouleversé toute l'Europe et blessé presque tous les intérêts dynastiques et nationaux ; au contraire, Talleyrand, un des plus habiles diplomates français exerça, au sein du congrès, une grande influence.

Ce sont des hommes d'Etat français, Clemenceau et Poincaré qui ont été les principaux artisans des traités de paix dictés aux environs de Paris, mais il y eut un temps où, dans des cas analogues, ce furent les Français qui s'élevèrent contre de tels procédés et les cinglèrent de leur ironie.

Ainsi, pendant la guerre de la succession d'Espagne, quand la situation des Français était la plus critique et que les Hollandais, aux conférences de Gertruydenberg, profitant de l'occasion, posaient aux Français des conditions de jour en jour plus dures et plus humiliantes, l'envoyé du roi Louis XIV, l'abbé Polignac, leur dit : « Messieurs, vous parlez comme des gens qui n'êtes pas habitués à vaincre ! »⁽¹⁾

La situation créée par les traités de paix ne donna pas aux peuples la tranquillité et le sentiment de la fin des hostilités ; au contraire, ces traités séparèrent les peuples par des fossés où la haine coulait à plein bord et, en élevant dans les communications, dans l'économie et dans la culture des barrières entre eux, sujet de nouvelles discordes, ils aggravèrent l'antagonisme.

Nous illustrerons les intentions de certains Etats pendant la conférence de la paix, en citant les paroles que Nitti, l'un des témoins principaux, prête à Clemenceau, dans une séance de la Chambre des députés française : « les traités de paix sont aussi une façon de faire la guerre ». ⁽²⁾

Nos ennemis héréditaires avaient depuis longtemps tracé les nouvelles limites de la Hongrie. Déjà, il y a cent ans, au commencement des années 1840, les Roumains répandirent des cartes de la Dacoroumanie dont les frontières occidentales s'étendaient jusqu'à la Tisza. Les Serbes aussi aspiraient depuis longtemps au démembrement de la Hongrie millénaire, mais jusqu'à ces derniers temps, ils ne tentèrent pas de fonder une grande Serbie, mais de former, sous le nom de Voïvodie, une province indépendante, au sud de la monarchie ; les car-

(1) Dr. E. Halmay : *L'idée de revision dans la politique mondiale.*

(2) Nitti : *La paix ne règne pas en Europe*, pages 27—28.

tes de la Grande Serbie ne furent tracées sous leur forme actuelle que vers 1910.

Les Tchèques aussi rêvaient de l'union tchéco-slovaque, des cartes ethniques — et non pas politiques — circulaient déjà dans les années précédant la guerre.

Je souligne le fait assez caractéristique que les frontières serbo-hongroises et tchéco-hongroises fixées par les traités de paix sont identiques à celles que nous trouvons dans l'ouvrage intitulée *La Grande Serbie* (1915, page 302) d'Ernest Denis, ancien professeur à la Sorbonne, respectivement dans la *Slovaquie*, tandis que les frontières actuelles roumano-hongroises figurent dans le livre de Seton-Watson *Roumanie and the Great war* (Londres, 1915).

Le rôle important et désastreux joué par les ennemis irréconciliables de la Hongrie dans la délimitation des nouvelles frontières ressort clairement de ce qui précède.

*

La fixation des clauses du traité de paix hongrois et aussi celle des frontières eut lieu entre le 15 janvier et le 4 juin 1920 ; alors, nous tentions une opposition aux conditions communiquées.

Quand au printemps de 1920, la signature du traité de Trianon était imminente et que, d'une part, par suite de l'offensive énergique des Bolcheviques contre la Pologne, la situation en Europe était plutôt critique, et que, d'autre part, le courant d'opinion provoqué en Hongrie par la délimitation des frontières, ne tenant aucun compte des conditions humaines les plus élémentaires, ne faisait guère prévoir la signature du traité de paix, si bien que le comte Albert Apponyi s'était démis de la dignité de président de la délégation hongroise, M. Millerand, président de la Conférence des Ambassadeurs, annexa à la Réponse des Puissances alliées et associées aux observations hongroises sur les Conditions de Paix, une lettre adressée au comte Apponyi, président de la délégation hongroise et qui, concernant la rectification des frontières, disait ce qui suit :

« Fidèles à l'esprit dont elles se sont inspirées en traçant les frontières fixées par le Traité, les Puissances alliées et associées se sont cependant préoccupées du cas où la frontière ainsi tracée ne correspondrait pas partout avec précision

aux exigences ethniques ou économiques. Peut-être une enquête menée sur place fera-t-elle apparaître la nécessité de déplacer, en certains endroits, la limite prévue par le Traité. Pareille enquête ne saurait être actuellement poursuivie sans retarder indéfiniment la conclusion d'une paix à laquelle l'Europe entière aspire. Mais lorsque les Commissions de délimitation auront commencé leur travail, si elles estiment que les dispositions du Traité créent quelque part, comme il est dit plus haut, une injustice qu'il est de l'intérêt général de faire disparaître, il leur sera loisible d'adresser un rapport à ce sujet au Conseil de la Société des Nations. Dans ce cas, les Puissances alliées et associées acceptent que le Conseil de la Société puisse, si une des parties en cause le lui demande, offrir ses bons offices pour rectifier à l'amiable le tracé primitif, dans les mêmes conditions, aux endroits où une modification aura été jugée désirable par une Commission de délimitation. Les Puissances alliées et associées ont confiance que cette procédure fournit une méthode convenable pour corriger, dans le tracé des frontières, toute injustice contre laquelle des objections fondées pourraient être formulées».(¹)

En 1921, après la ratification par l'Angleterre du traité de paix, malgré que Lord Curzon, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, répondant dans la Chambre des Lords aux interpellations faites en faveur des Hongrois, eût réveillé l'espérance en citant textuellement la lettre d'envoi de M. Millerand, président du Conseil français, nous devons constater que l'opposition des Etats successeurs et aussi l'impuissance de la Société des Nations ont empêché toute rectification sérieuse des frontières, puisque par rapport à la ligne de démarcation, nous avons récupéré sur la frontière yougo-slave seulement 34.100 arpents, sur la frontière roumaine 16.947 arpents et sur la frontière tchécoslovaque 10.014 arpents. (D'après le numéro 7 de l'année 1928 du *Nagy-Magyarország* (la Grande Hongrie) la Hongrie a regagné 8229 arpents sur la Tchécoslovaquie, 15.488 sur la Roumanie et 31.700 sur la Serbie.) Nous regagnâmes seulement 21.563 arpents à la frontière autrichienne, et après l'accord de Venise, le résultat du plébiscite de Sopron fut d'y ajouter encore 44.628 arpents aux dépens des Autrichiens.

(¹) *Les négociations de la paix hongroise*, t. II, p. 487—488.

M. Francis Kellor, secrétaire du sénateur américain Borah, après avoir étudié pendant quatre ans les conditions créées par les traités de paix, nous fournit d'ailleurs une critique impartiale du travail des commissions de délimitation des frontières. Il s'occupe de la délimitation des frontières hongroises et de l'activité de la Société des Nations dans un chapitre de son ouvrage en deux volumes *Security against war*. Il constate que les Hongrois tentèrent par 3 fois une réconciliation (tchèque, roumaine, yougoslave). Dans les deux premiers cas, ils s'adressèrent à la Société des Nations, et échouèrent. Dans le troisième cas, ne comptant que sur eux-mêmes, ils réussirent.⁽¹⁾ Mentionnons encore ici que souvent les nouvelles frontières furent tracées avec une telle malveillance et une telle légèreté qu'on ne peut les critiquer sans amertume. Les commissions de délimitation des frontières ne tinrent compte ni des voies de communication, ni de l'évolution de la culture, ni du développement économique et elles procédèrent sans système (ou peut-être avec un système trop bien déterminé) comme si leur seul but eût été de causer encore plus de dommages à la Hongrie vaincue.

Le *Daily Mail*, puissant quotidien anglais, reproduit dans le numéro du 20 juillet 1927 la lettre de M. Gordon-Ross, ex-secrétaire général de la commission de délimitation des frontières dans laquelle il rappelle entre autres que la lettre d'envoi de M. Millerand avait promis au gouvernement hongrois de soumettre les frontières à une révision si la commission de délimitation le juge opportun. Mais quand la commission eut commencé son travail, on s'aperçut bien vite que sa tâche se bornait à fixer exactement les frontières tracées dans le traité et sans nulle liberté de les modifier.

Le *Daily Mail* publia en même temps que la lettre, un éditorial sous le titre « Tenez vos promesses envers la Hongrie » et qui dit, entre autres :

— M. Millerand a expressément promis qu'en s'adressant à la Société des Nations, on remédierait aux injustices économiques et ethniques causées à la Hongrie par les nouvelles frontières. Malheureusement cette promesse n'a pas été tenue. L'iniquité du traitement infligé à la Hongrie fut telle que tous

⁽¹⁾ Dr. Georges Szógyén : *Territoire. Population. A mai Magyarország*, Mars, 1925.

les facteurs qui autrefois soutenaient la cause des États successeurs, sont maintenant contraints de reconnaître l'injustice des nouvelles frontières.

Au commencement, les Français prirent au sérieux la promesse faite par M. Millerand, président de la République, car après la signature du traité de paix, le 4 juin 1920, vu la situation créée par l'avance menaçante de l'armée russe, ils ouvrirent des négociations directes pour remédier aux torts.

Ce n'était pas seulement l'approche du danger russe qui motivait les négociations *directes*, mais aussi l'inertie montrée par la Société des Nations dans la révision des frontières.

La Conférence des Ambassadeurs, sans égard à la lettre d'envoi de M. Millerand, donna dès le 22 juillet 1920 aux commissions de délimitation des instructions secrètes qui leur interdisaient toute rectification des frontières tracées dans le traité de Trianon, quelles que fussent les causes ethniques, ecclésiastiques ou économiques qui l'auraient motivée.

Voici des preuves à l'appui : le 23 avril 1923, la conférence rattacha à Salgótarján deux communes sur lesquelles la commission de délimitation ne s'était pas encore prononcée ; par contre, elle laissa à la Tchécoslovaquie un territoire reconnu *unanimentement* par la commission comme devant revenir à la Hongrie.

Le cas du Muraköz est encore plus intéressant. La commission de délimitation des frontières avait attribué le Muraköz à la Hongrie. Le membre serbe de la commission et le gouvernement serbe n'adhérèrent point à cette décision, et soutinrent leur point de vue, même devant la Société des Nations. Le 15 novembre, M. Poincaré, président de la Conférence des Ambassadeurs, informa le Secrétaire général de la Société des Nations que, par décision de la Conférence des Ambassadeurs, le tracé des frontières devait suivre la ligne fixée par le traité de Trianon. La Société des Nations accepta la décision de la Conférence des Ambassadeurs, organe non reconnu en droit international, et elle prouva ainsi d'être non pas une institution impartiale, mais la société d'assurance mutuelle des vainqueurs.

Les tentatives infructueuses des commissions de délimitation tchèques et serbes décidèrent la commission roumaine à s'en tenir rigoureusement aux frontières fixées par le traité

de paix ; là-dessus le gouvernement hongrois rappela son délégué.⁽¹⁾

C'est pourquoi dans son ouvrage *The Tragedy of Trianon*, Sir Robert Donald constate avec résignation⁽²⁾ : « il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le travail de la commission n'était guère qu'une formalité vide de tout sens ».



C'est un fait indéniable que la paix, la sécurité, la possibilité de se défendre, les progrès économiques et intellectuels d'un Etat dépendent en grande partie des frontières.

Des frontières naturelles, faciles à défendre, ont permis à la Hongrie d'affronter pendant mille ans des ennemis acharnés et aussi de développer sa vie nationale.

Les anciennes frontières de la Hongrie s'étendaient sur une longueur de 4166 km et 85 % de cette ligne était formée par les meilleures frontières naturelles ; les Carpathes et des cours d'eau.

Nos frontières actuelles sont réduites à 1450 km de longueur dont 23 % sont des fleuves et rivières. Le fait que pour une superficie de 1000 km², l'ancienne Hongrie comptait 12,8 km de frontières, tandis que maintenant, elle en compte 18,2 est assez significatif, car la situation de nos frontières s'est fortement aggravée.

Une population dense aux frontières n'est guère avantageuse ; à ce point de vue la ligne des Carpathes constituait une frontière de premier ordre. Actuellement, la densité de la population aux frontières n'est jamais inférieure à 30 habitants par km², et en beaucoup d'endroits elle dépasse le chiffre de 100.

Nos frontières, comme nous le voyons, sont impossibles à défendre, d'autant plus que les Etats successeurs se sont assuré la possession des têtes de pont, par exemple à Presbourg, où passant le Danube, ils se sont établis sur l'autre bord, où au confluent du Danube et de la Drave ; dans le secteur du Danube et de l'Ipoly, ils sont à 35 km de Budapest ! Nos frontières actuelles sont tracées dans des régions à population dense et ayant un grand trafic, et non plus comme jadis

⁽¹⁾ Eugène Horváth : *Histoire diplomatique du traité de paix*.

⁽²⁾ Page 302.

quand elles suivaient la crête des Carpathes, c'est-à-dire dans des régions en grande partie inhabitées et difficilement accessibles. Autrefois, 29 voies ferrées rayonnaient hors des frontières, maintenant 46 voies ferrées et 107 routes nationales coupent la frontière tracée par le traité de Trianon ! D'après ce qui précède, la signature de la paix de Trianon n'a donc point apporté à la Hongrie la tranquillité et la paix, et encore moins la sécurité, car, au point de vue militaire, ses frontières sont impossibles à défendre et, géographiquement, elles sont absurdes.

Le tracé des frontières, ne correspondant pas aux réalités, crée souvent des situations incroyables, illustrées par les exemples ci-dessous cités, qui démontrent devant les spectateurs sans parti-pris la mauvaise foi et la haine aveugle qui les ont inspirées.

C'est peut-être au point de vue ethnique que ressort le mieux l'injustice du tracé des frontières.

Partout, la frontière politique est située en deçà de la frontière de langue, et quelquefois à plus de 100 km vers l'intérieur. Un des résultats fut donc de détacher 35% des Hongrois de leur mère-patrie.⁽¹⁾ Les vainqueurs, malgré cela, persistent à invoquer le principe des nationalités pour motiver l'annexion des territoires hongrois.

Pour gagner une commune non hongroise, on détacha 10 à 20 communes hongroises. Les territoires rattachés à l'Autriche présentent peut-être le cas le plus frappant et le moins justifié. Pour rattacher à l'Autriche les communes allemandes de Locsmánd et Répceemicske du comitat Sopron, on détacha de la Hongrie 10 communes croates et 2 hongroises ; le transfert des communes allemandes de Rohonc et Városhodász du comitat de Vas servit de prétexte pour prendre 3 communes hongroises (Felsőőr, Alsóőr, Őrsziget) et 14 croates, en tout pour sacrifier 17 communes dans lesquelles les Allemands ne représentaient que 6,7% de la population totale.⁽²⁾

Sans aucun motif valable, les grandes puissances partagèrent des communes, des propriétés, des maisons, des ponts, des gares de chemin de fer, des canaux, des marais, des tra-

(1) François Fodor : *Le traité de Trianon, au point de vue géographique.*

(2) Traeger : *Les régions orientales détachées.* (Magyar Szemle, octobre 1928.)

vaux de défense contre les inondations et au nom de la force repoussèrent les proportions non seulement de la Hongrie, mais, à plusieurs reprises, celles des commissions de délimitation aussi. Au moins 100 communes furent détachées de leur centre administratif, ecclésiastique et commercial, ainsi que de leur station de chemin de fer.

Le tracé des frontières divisa en deux parties le territoire de 220 communes.

50 communes sur la frontière roumaine	
22 » » » »	autrichienne
76 » » » »	tchèque
70 » » » »	serbe

Par exemple, la commune de *Kőrösnagyharsány* fut partagée en deux parties de telle façon que 1858 arpents forment maintenant territoire roumain. La nouvelle frontière contourne complètement *Udvar*, mais les terres y attenantes sont situées sur territoires étrangers.

Pourtant, l'article 29 du traité de Trianon prescrit qu'il faut autant que possible tenir compte des limites administratives.

On a divisé la propriété de 1011 propriétaires :

Sur la frontière roumaine	597 propriétés
» » » autrichienne	24 »
» » » tchèque	290 »
» » » serbe	100 »

Par exemple, à *Újszentiván*, la maison de Mme Gabriel Bakality est sur terre hongroise, tandis que ses 3 arpents de terre sont rattachés à la Yougoslavie.

La partie de la ville de *Komárom* purement hongroise, qui est située sur la rive gauche du Danube, a été attribuée aux Tchèques, la rive droite avec à peu près 5000 habitants, est restée à la Hongrie, mais la ville démembrée est retombée dans un état primitif : elle n'a pas d'édifices publics, ni d'églises ; le nombre des écoles est insuffisant toutes les institutions et les établissements publics, les services d'eau et de gaz, le grand hôpital, l'abattoir, les bains et tous les immeubles de la ville avec leur outillage sont situés sur la rive accordée aux Tchèques.

La ville d'Esztergom est hongroise, mais Párkány-Nána, la station de chemin de fer la plus proche sur la ligne principale de chemin de fer, est située en Tchécoslovaquie et le pont qui les unit peut à tout moment être coupé.

3451 arpents des terres de *Balassagyarmat* lui restent acquis, 1552 arpents de meilleure qualité lui ont été enlevés sur la rive droite de l'Ipoly. Ainsi la ville a perdu son territoire le plus productif, mais les dépenses restent les mêmes. Les trois briqueteries étant sur territoire tchèque, la ville doit maintenant se fournir à Budapest.⁽¹⁾

A *Salgótarján*, les puits des mines sont en Hongrie, mais les mines et les habitations des mineurs sur territoire tchèque.

La ville de *Sátoraljaújhely* est hongroise, mais les services d'eau sont sur territoire tchèque. A la délimitation de la frontière, les Tchèques prétendirent que le ruisseau *Ronyva* était une grande rivière navigable et formant une frontière naturelle. Les terres d'un propriétaire de *Hosszúlázi* sont coupées en deux par la *Ronyva*, et ainsi celui-ci est obligé de faire 20 km par jour. La population séparée des propriétés de la commune de *Hugyag* doit parcourir 12 km pour aller dans des terres situées en Tchécoslovaquie ; autrefois la distance n'était que de 600 m. A l'occasion d'une rectification improvisée des nouvelles frontières, la ville de *Nagylak*, comptant 14.000 habitants fut rattachée à la Roumanie, mais la station de chemin de fer resta sur territoire hongrois. Comme les Roumains n'accueillirent pas favorablement la requête de la ville demandant la permission de se servir de la gare hongroise, les habitants de *Nagylak* sont contraints d'employer la station la plus proche, celle de *Magyarpécska* distante de 33 km, ce qui, naturellement, ruine le pays. Pour les mêmes causes, la situation est identique dans les hameaux à l'entour de la ville et dans les communes d'*Egres* et de *Sajtény*. D'ailleurs, au printemps de 1930, le journal *Lidove Noviny* publia une nouvelle intéressante sur *Nagylak*. Des journalistes tchèques visitaient la localité dont la population est en grande partie slovaque et furent frappés du manque de vie de la commune. Un Slovaque, en manière d'explication, leur dit que sous le régime hongrois les affaires marchaient mieux et que la popu-

⁽¹⁾ *Justice à la Hongrie*, p. 304.

lation avait des sentiments plutôt hongrois que roumains.⁽¹⁾ A *Kötegyán* la station fut également coupée en deux. La localité de *Karancsberény* fut séparée de ses forêts qui produisaient annuellement 200 vaggons de bois. Coupés aussi de la station, les habitants doivent transporter le bois à une station distante de 15 à 16 km. La gare la plus proche de *Vámosmikola* était à 2 km de distance, maintenant les habitants doivent faire 28 qm jusqu'à *Felsőrönök*. A la frontière austro-hongroise, il y a une installation hydraulique mue par un cheval, mais une partie du tour fait par le cheval est sur territoire hongrois, la permission des autorités hongroises serait donc de rigueur, mais la commission de délimitation des frontières a imposé l'obligation de tolérer sans formalité l'emploi de l'installation hydraulique. A *Felsőrönök* les bâtiments de l'exploitation agricole du curé furent attribués à l'Autriche, le presbytère reste sur terre hongroise. De plus, la nouvelle frontière, coupant en deux le manège à terre du curé, donna naissance à la situation absurde qu'à l'époque du battage, à chaque tour du batteur et de son attelage, les autorités de contrôle seraient en droit d'exiger la production d'un permis de passage. Ajoutons que les trois quarts des terres appartenant à la cure sont sur territoire autrichien.

Les terres des propriétaires de *Rábakeresztúr* sont en Hongrie, tandis que leurs maisons ont été rattachées à l'Autriche. La population catholique de *Rábafüzes* dépendait de la paroisse de *Rábakeresztúr* ; comme celle-ci est en Autriche, maintenant les catholiques de *Rábafüzes* ne peuvent plus accomplir leurs devoirs religieux dans l'ancien lieu de dévotion.

Voici un autre fait caractérisant la sagesse des décisions de la commission des délimitations : dans la commune d'*Alsócsatár*, la maison de Martin Hódosi est en Hongrie, sa porcherie, en Autriche.

Voici un autre fait significatif : A la frontière austro-hongroise, la route entre *Magyarkeresztés* et *Pinkamindszent* est coupée *cinq fois* par la frontière sur une longueur de 20 km, de sorte que la commune de *Szentpéterfa* n'a point de route la reliant directement au pays.⁽²⁾

⁽¹⁾ *Nagy Magyarország*, 1^{er} avril 1930.

⁽²⁾ *Faits : Ligue hongroise de révision*. Publication n° 7, 1929.

A la frontière roumaine il y a près de *Körösszegapáti*, une tour s'élevant sur une colline qui serait restée en Hongrie, si la frontière avait été tracée en droite ligne. C'est en vain que tous les membres de la commission intervinrent pour que ce monument historique fût conservé à la Hongrie, la frontière contourne la tour attribuée ainsi à la Roumanie.

Un grand nombre de villes hongroises prospères se débattent au milieu des plus grandes difficultés, car les nouvelles frontières ont fait passer une bonne partie des régions qu'elles desservaient à une puissance étrangère ; maintenant, elles subissent une crise d'approvisionnement et n'ont plus la clientèle d'autrefois pour leur commerce. En même temps, la population de la région détachée a perdu le marché où elle pouvait écouler ses produits, les possibilités de travail qui s'y présentaient, et l'occasion de satisfaire facilement et rapidement ses besoins hygiéniques, intellectuels et autres. Par exemple, le long de la frontière tchèque Balassagyarmat, Sátoraljaújhely, Sárospatak ; à la frontière roumaine, Békésgyula, Makó ; à la frontière serbe Szeged, Pécs ; à la frontière autrichienne Sopron, Szombathely, Kőszeg sont dans ce cas.

La liste des injustices commises au point de vue des communications dans le tracé des frontières est infinie.

L'Etat hongrois a pris une part importante au développement des *chemins de fer* ; il fut l'un des premiers Etats qui introduisirent les chemins de fer à vapeur. Déjà en 1836, le parlement vote la construction de voies ferrées et en 1846, la première ligne est ouverte au trafic. Le réseau ferroviaire, résultat d'efforts persévérants, fut arbitrairement déchiqueté par les nouvelles frontières de telle façon que d'après *Sonnino*, délégué italien à la conférence de la paix, pour gagner une ligne de chemin de fer on était disposé à arracher à la mère-patrie des centaines de milliers d'habitants. Sur un réseau de 19.723 km, nous perdîmes 11.359 km, il nous reste seulement 8364 km, c'est-à-dire 42,2 %. Outre les grands centres ferroviaires (Presbourg, Kassa, Sátoraljaújhely, Nagyvárad, Arad, Temesvár, Szabadka), on détacha des centres plus petits, mais importants comme Párkányána, Losonc, Fülek, Pelsőc, Csap, Bátyu, Királyháza, Szatmár, Nagykároly, Érmihályfalva, Biharpuspöki, Horgos, Csáktornya, etc.

La Hongrie a perdu 60,3 % de ses routes (elle en possédait

43.629 km, il lui reste 17.330 km) et les meilleures routes se trouvent sur les territoires détachés. Contrairement au passé, un si grand nombre de routes traversent maintenant les frontières que notre sécurité est totalement compromise. Nous tenons à mentionner le cas significatif du comitat de Vas rattaché à l'Autriche, dont il est séparé par d'assez hautes montagnes ne laissant pas passer les voies ferrées et les routes. La nouvelle frontière coupa les routes et les voies ferrées qui le faisaient communiquer avec Szombathely; ainsi l'ancien trafic se trouve paralysé et la région isolée.

*

On relève aussi, au point de vue hydrographique, de nombreuses fautes dans la délimitation des frontières.

Dans les négociations de paix, les délégués hongrois, en exposant les conséquences économiques qu'entraînerait la ruine de l'unité géographique, invoquèrent entre autres le danger immense guettant la grande plaine hongroise du fait que le cours supérieur des fleuves, les régions montagneuses et boisées, sont passés tous à des mains étrangères. La note XXXII, déposée le 12 février 1920, dit textuellement: « Il est à craindre qu'une nouvelle invasion roumaine s'abatte sur l'*Alföld* en la détruisant cette fois par l'eau ». Cette prévision fut confirmée à la Noël de 1928, par l'inondation de l'*Alföld*; la rivière Kőrös, à elle seule, submergea près de Vésztő plusieurs milliers d'arpents, et le volume de l'eau s'élevant à près de 2,000.000 m³ causa des centaines de milliards de dommages et ruina des milliers de personnes! 16.000 arpents furent ravagés, 208 bâtiments s'effondrèrent et 1070 personnes restèrent sans abri. Les syndicats d'endiguement subirent un dommage de 300.000 francs suisses, et certains propriétaires eurent des pertes évaluées à 1,800.000 francs suisses.⁽¹⁾

La cause en était que le cours supérieur des fleuves avait été coupé, les bassins collecteurs détachés, l'œuvre de régularisation déchiquetée et les syndicats d'endiguement morcelés (le long du Danube 24 syndicats d'endiguement, de la Tisza 38, de la Temes-Béga 2, ensuite 50 syndicats d'assèchement le long de la Tisza).⁽²⁾

⁽¹⁾ Pesti Hirlap, 7 septembre 1927.

⁽²⁾ Eugène Cholnoky: *Az Alföldi árvizek* (Les inondations dans l'*Alföld*).

Le plus souvent, en traçant les nouvelles frontières, on ne tint pas compte des syndicats d'endiguement ni de leur importance, et on coupa en deux leurs territoires ; par exemple, tel était le cas des cinq syndicats d'endiguement du territoire entre Arand et Álmosd.

En août 1927, le président de la Compagnie des Vallées de la Tisza et du Danube adressa par écrit des remerciements à Lord Rothermere pour la campagne menée en faveur de la Hongrie et il y joignit une carte accompagnée d'une description. Il y faisait connaître les travaux de défense contre l'inondation et l'organisation du service d'endiguement et faisait ressortir que le traité de Trianon, en détruisant l'unité hydrographique du pays, avait complètement ruiné la défense contre les inondations en Hongrie, œuvre unique dans le monde, et avait anéanti les efforts persévérants de 80 ans.

Il exposait que les champs endigués s'étendaient sur 4 millions d'arpents représentant le quart de la Hongrie actuelle et constituant le grenier d'abondance du pays et qu'actuellement la défense contre les inondations est assurée par le bon plaisir des Etats successeurs, et comme ces Etats sont loin de déployer le zèle des syndicats d'endiguement contrôlés par les autorités supérieures hongroises pour défendre les bassins inférieurs situés en Hongrie, les inondations venant des Etats successeurs constituent un danger constant pour la Hongrie, comme l'a bien montré l'inondation des rivières Kőrös, au mois de décembre 1925 ; pourtant la perte de 16 millions de quintaux de blé, production moyenne des champs endigués de la Hongrie actuelle expose non seulement la population hongroise à la famine, mais elle compte aussi dans l'économie européenne, car elle représente 1,5 % de la récolte de blé en Europe.

A titre d'illustration, nous dirons que pour assurer l'alimentation en eau des villes de Gyula, Békéscsaba et Békés, déjà à partir de 1864, on avait établi un excellent réseau entre les villes de Gyula et de Nagypél ; la pompe de Békés et l'écluse de Nagypél fonctionnaient de concert et la liaison entre ces deux localités devait être constamment assurée par téléphone, ou par route.

Que fit le traité de Trianon ? Nagypél et l'écluse passèrent à la Roumanie, les champs arrosés à la Hongrie. C'est dire qu'on divisa le réseau qui par sa nature même réclame

l'unité ; ainsi la Roumanie est devenu non seulement maîtresse du sort de trois villes hongroises, mais elle peut — quand bon lui semble — inonder d'autres parties importantes de la Hongrie !

Les dispositions du traité divisent aussi en deux parties le marais d'Ecsed qui forme pourtant une unité géographique, hydrographique et agricole.

En 1774, sous le règne de Marie-Thérèse, on commença les travaux d'assèchement qui demandèrent énormément d'efforts et de dépenses ; les travaux de régularisation de la rivière Kraszna en 1880—90 absorbèrent 18,500.000 couronnes et transformèrent le marais en une région des plus fertiles de la Hongrie.

Par suite du morcellement, la partie inférieure échet à la Hongrie ; celle-ci est exposée non seulement au danger que lui font courir ses propres eaux, mais aussi à celui des masses d'eaux se déversant des régions roumaines supérieures.

Lors de la fixation des frontières, la Hongrie fit des propositions de nature à faciliter la construction de digues ou d'écluses et s'inspirant à la fois des intérêts des territoires détachés et de ceux du service des eaux. D'après ces propositions, la rivière Kraszna aurait formé la frontière la plus propice et la plus naturelle. Cette proposition fut rejetée et maintenant les écluses et pompes les plus importantes commandant le sort de toute une région hongroise se trouvent en Roumanie.

En coupant à la frontière austro-hongroise les champs d'inondation du petit bras du Danube et de la Lajta (dans le comitat de Moson), on entrava la régularisation de la Lajta. La situation du bassin de la rivière Rába est grave ; ce bassin comprend les vallées des rivières Marcal, Répce, Ikva, de leurs affluents et du lac Fertő. Comme sur les 345.000 arpents des champs d'inondation du Rába, 85.000 furent cédés à l'Autriche et que les eaux de ce territoire s'écoulent vers la Hongrie, ce partage, source de longues discussions et négociations, ne peut que causer des frictions et amener un retard pour les solutions nécessaires.⁽¹⁾ L'équité et la justice ne furent pas non plus respectées dans le choix des limites des trois Etats, au con-

⁽¹⁾ Traeger : *Az elszakított nyugati részek* (Les régions occidentales détachées), Magyar Szemle, octobre 1928.

traire, l'intérêt personnel le plus strict et les sentiments les plus hostiles inspirèrent les puissances.

La frontière divisa en trois parties le domaine de Köpcsény du prince Ladislas Batthyány-Strattman, de telle façon que 986 arpents restèrent en Hongrie, 896 arpents passèrent en Tchéco-Slovaquie, tandis que le château avec 44 arpents et la commune de Köpcsény revinrent à l'Autriche. Le prince, oculiste distingué, fut obligé de transférer son hôpital ophtalmologique de Köpcsény à Körmend.

Rejetant partout les propositions hongroises, on procéda de même à *Kiszombor*, frontière hongro-roumaine-tchèque. En ces endroits, la borne frontière est une véritable pierre tombale, on pourrait, en toute tranquillité y graver : *ci-gît la justice !* ⁽¹⁾

Nous pouvons, de ce qui précède, tirer la conclusion que nous retrouvons dans la partie du traité relative à la délimitation des frontières, l'injustice sans limite qui caractérise l'ensemble de ce traité.

Il est évident que ni l'équité, ni les circonstances géographiques ou économiques, ni le problème des communications ou autres points de vue du même genre n'ont inspiré les nouvelles frontières, mais la haine aveugle et la volonté de nuire à tout prix.

Etienne Czakó nous présente sous le titre *Gyorstrói feljegyzések a trianoni béke létrejöttéről* (Notes sténographiques sur l'origine du traité de Trianon) un ouvrage d'une grande valeur et d'un grand intérêt, et qui, appuyé sur des documents, prouve non seulement la mauvaise foi, mais encore l'ignorance en matière géographique montrée à la délimitation des frontières par ceux appelés à nous juger. L'Américain David Hunter Miller est l'auteur d'un ouvrage édité par lui-même en 1929 en 21 volumes, sous le titre : *My Diary at the Conference of Paris with Documents*. Pendant son séjour en Europe, il tint depuis le 19 novembre 1918 un journal des plus intéressants, vu sa qualité de membre de l'« Expert Committee » américain. L'ouvrage a paru en 40 séries comptant chacune à peu près 500 pages. Il n'est pas encore connu en Europe ; il donne des détails authentiques sur les négociations qui ter-

(1) Ligue hongroise pour la révision. Faits : Publication n° 7.

minèrent la guerre et nous fait assister aux séances dont on excluait les parties en cause de peur de s'exposer à la réfutation des affirmations partiales et erronées. C'est avec horreur que nous voyons le sang-froid avec lequel, le 5 février 1919, M. Benes induisit en erreur l'Europe par les mensonges débités à la conférence. Par exemple, il soutint, qu'autrefois la Slovaquie avait fait partie du grand Etat tchécoslovaque, puis, au X^e siècle, elle avait été conquise par les Hongrois qui, au cours des siècles, ne purent réussir à la magyariser. La population avait des sentiments tchèques et son unique désir fut toujours — alors et maintenant — d'être rattachée au nouvel Etat. Il ajouta que la Slovaquie était un pays danubien, seuls les Hongrois l'avaient refoulée dans les montagnes.

Au moins 150.000 Slovaques — dit-il — peuplent la banlieue de Budapest. Entre Presbourg et Budapest, plus de 60 % de la population est slovaque. Les fonctionnaires n'étaient jamais slovaques et c'est pourquoi un tiers de la population slovaque fut contrainte d'émigrer en Amérique.

Lloyd Georges posa de nombreuses questions inquisitives. Enfin, la séance se prolongeant tard dans la nuit, vers le matin, on désigna une sous-commission composée de 8 membres pour préparer la solution «équitable» du problème.

Après que la proposition eut été préparée, Lansing adressa quelques questions relatives au nombre des Hongrois dans le Csallóköz. On le rassura que dans ce territoire la population était mi-allemande, mi-hongroise et que la minorité hongroise rattachée au nouvel Etat ne serait pas opprimée ; le 8 mai 1919, les frontières tchéco-hongroises furent tracées.

— A la fixation des frontières *méridionales*, un vif conflit s'éleva entre les délégués serbe et roumain, au sujet de la possession de Temesvár. Les Serbes appuyaient leur prétention sur le fait de grande portée (!) que la famille Karageorgévitch s'était jadis réfugiée à Temesvár. Clemenceau termina la discussion en proposant un plébiscite, et à la fin, un accord fut conclu entre les deux parties adverses.

Au sujet des frontières *transylvaines*, Orlando, délégué italien demanda quelques éclaircissements relatifs aux données roumaines suspectes et incertaines. S'étant intéressé à la proportion numérique des races, il reçut de Bratianu l'information qu'il y avait en Transylvanie 2,500.000 Roumains, 1,000.000

de Hongrois et que la plupart de ces derniers étaient des fonctionnaires et des soldats. Ici aussi une sous-commission fut nommée dont le rapporteur était M. Tardieu, le président du Conseil actuel. De nouveau Lansing posa des questions, il demanda surtout pourquoi la frontière roumaine était tracée à 20 km à l'intérieur du territoire à population hongroise, au lieu de suivre la limite des langues.

Au sujet de la frontière *autrichienne*, Sonnino, délégué italien, Lansing, délégué américain et Pichon, délégué français constatèrent dans leurs interventions que jusqu'ici on ne s'était point occupé de la question de cette frontière et ils déclarèrent inutile de la discuter, puisqu'aucune proposition relative au tracé n'avait été exprimée du côté hongrois ni du côté autrichien.

Ce fut le délégué anglais Balfour qui jugea la rectification de la frontière « possible » par peur des « troubles futurs » qui pourraient naître si cette question était négligée. La discussion de l'affaire fut remise, mais Wilson la fit reprendre et aboutir. Benes, Renner et nos autres ennemis se servirent devant la commission ignorante de l'ancien antagonisme hongro-autrichien.⁽¹⁾

Ce grand travail jusqu'ici inconnu retrace, d'après les notes authentiques d'un envoyé officiel ex-ennemi, l'élaboration d'un traité dont les clauses — et surtout celles concernant les frontières — respirent la mauvaise foi, l'ignorance et la partialité, mérite toute notre attention et une étude détaillée.

Avant la guerre, des savants distingués avaient reconnu le caractère naturel et l'opportunité des frontières de la Hongrie.

Par exemple Elysée Reclus, grand savant français (1830—1905) constata dans maintes déclarations et conclusions scientifiques l'unité géographique de la Hongrie. Tout le monde connaît la phrase dans laquelle il proclame que « la Hongrie est la plus parfaite unité géographique du monde ». Ailleurs, il écrit :

« La Hongrie a l'avantage extraordinaire de constituer dans toute l'acception du mot, une unité géographique. Géographiquement le royaume de Hongrie est l'un des pays les plus unis de l'Europe. Quel que soit le sort des Etats de l'Eu-

(1) Magyar Szemle, mars et avril 1930.

rope centrale, les Hongrois joueront toujours le rôle le plus important dans l'immense amphithéâtre limitée par les Carpathes . . . sur le territoire hongrois, la race hongroise l'emporte sur toutes les autres.»

Payot partage cette opinion quand il constate :

« La Hongrie est une unité géographique merveilleuse, où toutes les parties se tiennent de telle façon qu'on ne peut en détacher une sans endommager le tout . . . La Hongrie représente une unité fermée dont les parties se réuniraient d'elles-mêmes au tronc mutilé si le pays était démembré. »

Mais cet enseignement fut perdu. On ne voulait rien apprendre et la destinée de la Hongrie s'accomplit.

Pourtant, la guerre une fois terminée, des voix inspirés par la raison et la morale se firent toujours plus nombreuses, même dans le camp de nos anciens ennemis, contre la *méthode* employée dans la délimitation du territoire.

Les premières critiques des nouvelles frontières furent formulées en 1919, dans la Chambre des Lords (Lord Bryce, Lord Newton, Lord Phillimore, Lord Sydenham, Lord Montague of Beaulieu, capitaine Elliot, etc.); les commissions des Eglises protestantes américaines et anglaises dénoncèrent dans leur rapport dressé sur place les injustices et les conséquences dangereuses de ces frontières.

Puis, les écrivains, hommes politiques et hommes d'Etat reconnurent dans leurs déclarations les iniquités infligées à la Hongrie. Nous citerons parmi eux : Lord Asquith, Premier anglais ; Snowden, ministre ; l'amiral Troubridge ; Bunsen, ambassadeur ; Lord Rothermere, publiciste ; Lansing, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères des Etats-Unis ; Barnes, professeur d'Université ; Romier, homme politique français ; Paul Boncour, Briand, Nitti, président du Conseil italien ; Ferrero, historien ; le général Ferrario, Nansen, explorateur arctique norvégien et professeur d'Université, etc., qui tous se sont prononcés défavorablement sur les nouvelles frontières. Mais les Tchèques eux-mêmes reconnurent à plusieurs reprises les fautes commises lors du tracé des limites ; c'est d'ailleurs compréhensible, car ils n'auraient jamais osé espérer, même dans leurs rêves les plus sanguins, recevoir une telle portion de la Hongrie. Tusar, ancien ministre tchéco-slovaque à Vienne, déclara à plusieurs reprises que les Tchèques furent au cours

de la conférence de paix surpris du tracé des nouvelles frontières : « Un plus petit territoire d'Etat eût été plus précieux. Les Hongrois formeront toujours un corps étranger dans le nouvel Etat ». En 1922, Tusar de nouveau déclara que « l'annexion des territoires hongrois a compromis les relations avec la Hongrie ». Mais il va plus loin en disant qu'« il faut savoir à temps réparer ce qui une fois avait trop bien réussi . . . »

La révision volontaire d'une situation reconnue mauvaise ne prouve pas la faiblesse, mais au contraire la force et la grandeur d'une nation.⁽¹⁾

Masaryk, président de la république tchéco-slovaque, dans son livre *La Nouvelle Europe* dit ce qui suit : « Après l'orage de la guerre, le règlement des frontières ethniques sera peut-être provisoire en certain cas ? Mais l'apaisement des nations accompli et leur adhésion au principe de la libre disposition obtenue, le règlement des frontières ethniques et des minorités se fera sans émotion et après mûr examen de tous les problèmes ». ⁽²⁾

En 1923, le président Masaryk développe de nouveau cette idée, à savoir que « la question d'une remise à la Hongrie des territoires peuplés de Hongrois peut bien être soulevée, mais naturellement, sous certaines conditions ». ⁽³⁾ Le 28 octobre 1927, dans le discours prononcé à l'anniversaire de la création de l'Etat tchèque, il revient encore sur le problème des frontières : « Je n'ai jamais caché que l'œuvre des traités de paix et surtout du nouveau partage de l'Europe n'est pas parfaite à tous les points de vue. Certains points seraient à reviser, mais l'objectivité, l'équité et le sang-froid devraient présider les négociations qu'il serait bon de mener directement d'Etat à Etat ». ⁽⁴⁾ En 1929, d'après le journal slovaque *Vola Ludu* (Volonté du peuple), M. Masaryk déclara : « Aujourd'hui encore, je suis disposé à discuter la revision des frontières. » ⁽⁵⁾

D'ailleurs, les Etats successeurs ont de toute façon le sentiment des injustices commises par la fixation des nouvelles frontières. Dès le premier moment de leur fondation, ces Etats

(1) Krisztics : *A békeszerződések revíziója* (Révision des traités de paix, pages 283—484) ; Prager Tagblatt, 3 août 1927 ; Brünner Zeitung, 5 août 1927.

(2) Magyar-ság, 15 juillet 1924.

(3) Déclaration à Prague devant M. Edouard Pályi, journaliste hongrois.

(4) Krisztics : *A békeszerződések revíziója*, p. 485.

(5) Nagymagyarország, 2/1930, p. 25.

s'efforcèrent d'obtenir la garantie des grandes puissances victorieuses.

En 1927, à la session d'automne de la Société des Nations, Chamberlain, ministre des Affaires étrangères britanniques s'éleva contre cette prétention et déclara inadmissible que certains Etats exigent pour leurs frontières la garantie de l'Angleterre.

Philip Snowden, membre du Labour-party, ancien et actuel ministre des Finances, l'approuva et s'exprima ainsi : « L'Angleterre s'engagerait dans une aventure périlleuse, dépassant ses forces, si elle consentait à garantir les frontières des petits Etats continentaux. *Ces Etats ont vraiment tout intérêt à faire garantir leurs frontières par d'autres Etats et principalement par l'Angleterre, tout en n'offrant en retour ni garantie matérielle, ni garantie morale.*⁽¹⁾ »

Ni la Société des Nations, ni les traités de paix ne représentaient donc pas pour ces Etats une garantie suffisante. Et c'est compréhensible. Malgré que chaque Etat, à son admission dans la Société des Nations, doit s'engager solennellement à respecter les traités, cette promesse n'a qu'une valeur théorique, car la dignité des nations vaincues ne peut se résigner à accepter les injustices et s'appliquera à y remédier. La phrase immortelle de Mussolini, président du Conseil italien, confirme la justesse de cette thèse : « Les traités ne sont pas éternels. Un traité n'est pas un tombeau. »

Les Français reconnaissaient aussi l'absurdité des frontières hongroises, car sans parler de la lettre d'envoi de M. Millerand, à la ratification du traité de Trianon par la Chambre des députés française en 1921, MM. Margaine, Paul-Boncour et le rapporteur lui-même, Daniélou, admirent l'injustice du tracé des frontières ; enfin M. Briand, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, prit la parole et dit entre autres :

« Le traité dit de Trianon, n'est pas parfait, et ce n'est pas moi qui soutiendrai le contraire. »

Pouvait-il l'être, étant donné les difficultés au milieu desquelles il a été établi ? Je ne le crois pas. Il porte la marque parfois fâcheuse des entreprises humaines qui, même inspirées

⁽¹⁾ Krisztics : *A békeszerződések revíziója* (La révision des traités de paix), pages 494—495.

par le plus haut et le plus noble idéal, se heurtent aux réalités brutales . . .

. . . Que la frontière hongroise ait été quelque peu arbitrairement fixée, qui pourrait en douter ?

Il suffit de voir une carte, de suivre cette ligne de frontière, qui n'est du reste pas absolument définitive, pour se rendre compte tout aussitôt qu'elle ne consacre pas absolument la justice.

Ici, nous sommes en présence de solutions relatives. Il s'agit de savoir si elles consacrent suffisamment l'équité pour qu'on puisse s'en contenter.

Pour le surplus, c'est affaire entre ces peuples dont les intérêts matériels, qu'on le veuille ou non, avaient été fortement emmêlés, enchevêtrés, de découvrir eux-mêmes, dans une étroite union économique, le moyen de redresser les erreurs de frontières. »⁽¹⁾

Nous devons reconnaître que l'Italie fut la seule grande puissance qui, au cours de la conférence de paix, s'entremît constamment pour modifier le projet du traité de paix avec la Hongrie. D'après le plan italien, et suivant les pires prévisions, les villes de Szatmár, Nagykároly, Arad et Temesvár seraient restées hongroises.

Nous en trouvons la preuve dans un ouvrage historique analysé par le journal *Budapesti Hírlap* et écrite par M. Virgile Tilea Viorel, secrétaire de M. Alexandre Vajda-Voevod, alors président du Conseil roumain, qu'il accompagnait dans ses voyages à la conférence de la paix, ainsi qu'à Londres.

Dans la première partie du livre, M. Tilea expose les conceptions des grandes puissances à la conférence de la paix : par suite de la paix séparée de Bucarest, elles ne voulaient plus considérer comme valable la convention secrète conclue le 17 août 1916 entre la Roumanie, l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie et dans laquelle les grandes puissances reconnaissaient aux Roumains les territoires suivants : la Transylvanie, tout le Banat, y compris l'embouchure de la Maros, Orosháza, Békéscsaba, Vásárosnamény et la région de la Szamos.

Nous trouvons dans cet ouvrage des faits importants

⁽¹⁾ 2^e séance du mardi 7. juin. 1921. (Annales de la Chambre des Députés. p. 250—).

relatifs aux nouvelles frontières. La fixation des frontières roumaines n'alla pas sans accrocs.

« La première réunion des experts eut lieu le 8 février 1919. Les délégués italiens proposèrent une ligne allant de Soborsin vers l'Ouest, passant près Belényes et remontant vers Csucs, de telle façon que les villes de Szatmár, Nagykároly, Nagyszalonta et Arad seraient restées à la Hongrie. Les délégués américains, français et anglais fixèrent des frontières moins favorables. Les frontières proposées par les quatre Etats et les arguments qu'ils présentaient montraient les sentiments que chacun de ces Etats nourrissait à notre égard. Le résultat fut un compromis. Si nous sommes sincères, nous devons reconnaître que ce compromis nous avantageait. »

Ce n'est pas seulement le livre de Nitti, président du Conseil italien qui témoigne en faveur de la conduite amicale et méritant toute notre reconnaissance de l'Italie, les mémoires d'un homme politique roumain confirment aussi que l'Italie, au cours des discussions ultérieures, ne se démit pas de son rôle de protecteur à notre égard, car comme M. Tilea écrit :

« Les milieux officiels italiens accordaient leur entière protection aux Hongrois. C'est ainsi que s'éleva le danger d'une revision des frontières à l'avantage des Hongrois. Plus la discussion du traité tardait à s'ouvrir, plus ce péril grandissait. Les débats du traité à conclure avec la Hongrie furent difficilement amorcés, car un Etat parmi les Alliés remettait toujours la discussion pour aider plus efficacement les Hongrois.

« Après avoir été pressée pendant plusieurs semaines, la discussion du traité avec la Hongrie eut lieu l'après-midi du 3 mai 1920. De graves divergences d'opinions se manifestèrent entre les délégués surtout à propos de la proposition italienne qui recommandait une revision des frontières roumaines, tchécoslovaques et yougoslaves en faveur des Hongrois. Les Anglais dans une certaine mesure semblaient soutenir cette proposition, mais les Français l'attaquèrent énergiquement.

« Nitti prit l'initiative de soulever la revision des frontières hongroises ; il appuyait sa thèse par la considération qu'on place trop de Hongrois aux Etats successeurs. Nitti mit en discussion la question des frontières tchécoslovaques et par là, la question des frontières roumaines fut aussi soulevée.

La frontière proposée par les experts italiens était à peu près conforme à celle de l'ancienne Transylvanie (1848 et 1866) et les villes à l'ouest des montagnes occidentales ne nous auraient pas appartenu.

« Dans l'après-midi du 8 mars, le traité à conclure avec la Hongrie fut portée devant la conférence des ministres des Affaires étrangères et des ambassadeurs ; Scialoja, délégué italien, intervint encore pour obtenir une modification du traité à l'avantage des Hongrois, mais « moins énergiquement qu'aux précédentes occasions ». On décida, alors, de ne point changer les clauses territoriales du traité, mais d'accorder un plébiscite dans les territoires attribués à l'Autriche (?).

Le traité avec la Hongrie reçut alors sa forme définitive, mais d'après une remarque de l'auteur, le 15 mars, un ambassadeur allié dit à M. Vajda-Voevod : *Nitti s'entête et insiste encore sur la nécessité d'une revision radicale du traité à conclure avec la Hongrie* et d'autres lui firent observer que « certains membres » des commissions de délimitation s'efforceraient d'assister les Hongrois.

Le témoignage roumain sur l'ignorance des hommes d'Etat dirigeant la conférence dans les choses hongroises est bien intéressant. « Nous devons constater — écrit M. Tilea — que le Premier ministre anglais n'était guère renseigné sur le problème hongrois, et, sous la pression de Nitti et de quelques Anglais, amis fidèles de la Hongrie, il ne voulait pas se prononcer et s'engager définitivement. »

Ailleurs, M. Tilea relate de la façon suivante une conversation privée qui eut lieu le 30 juin 1920 entre MM. Lloyd George et Vajda-Voevod :

« Le président du cabinet anglais était alors convaincu de la nécessité d'un adoucissement des conditions concernant la Hongrie. Du moins, les paroles qu'il adressa à M. Vajda-Voevod le font croire : un grand nombre des revendications hongroises sont justifiées, et il nous faut chercher une plateforme pour nous entendre avec eux. »⁽¹⁾

Dans les mémoires publiés le 23 mai 1919, sous le titre *Réflexions à l'usage de la conférence avant les résolutions définitives*, M. Lloyd George, président du cabinet anglais, fit

(1) Budapesti Hírlap, 23 octobre 1927.

déjà une déclaration constatant ces faits : « La paix ne régnera jamais dans le Sud-Est de l'Europe, si dans les limites de chaque petit Etat en formation, un irrédentisme hongrois existe. Autant qu'il est humainement possible, les différentes races doivent être réunies à leur mère-patrie, et la solution humaine doit avoir le pas sur toute autre considération stratégique, économique ou sur celle des communications que généralement d'autres moyens peuvent résoudre : voilà le principe qui doit commander la paix. »⁽¹⁾

Il est évident qu'une des conditions premières de la paix est la réparation des torts. « Tout d'abord la justice, la paix viendra ensuite. »

Toutes les souffrances, malheurs et ruines des dix dernières années sont évidemment le résultat du tracé de nos frontières, et dans l'avenir, tous les conflits et hostilités seront dus à la même cause.

Selon toute évidence, la situation créée à Trianon ne peut se maintenir et la Hongrie — dont la responsabilité est le moins engagée dans la guerre mondiale et qui pourtant fut, parmi les vaincus, châtiée le plus sévèrement, doit être secourue d'urgence.

Une modification du traité n'est même pas nécessaire pour établir de nouvelles frontières ; on devrait seulement appliquer le traité, l'âme apaisée, avec justice et honnêteté.

Car comme l'a dit M. Lloyd George à une séance des Ligues pour la Société des Nations : « Les incidents de frontière donnent naissance à des conflits et à des dissentiments menant à la guerre et l'origine de ces incidents doit être cherchée dans les traités de paix conclus en 1919 par les Puissances alliées remplies de haine et d'amertume par suite d'une longue guerre, et n'ayant à leur disposition, concernant la situation européenne que des renseignements insuffisants et inutilisables. »⁽²⁾

Le moment est bien venu où les puissances mondiales doivent rendre à la Hongrie les territoires dont elle fut dépouillée à Trianon par le traité le moins justifié de l'histoire.

⁽¹⁾ Sir Robert Donald : *The Tragedy of Trianon*, p. 251.

⁽²⁾ Ouvrage cité, p. 301.

C'est un anachronisme de parler de paix perpétuelle et des garanties efficaces de cette paix ; il faut débarrasser d'abord la voie des injustices qui l'encombrent. Il ne faut pas d'un côté favoriser l'armement pendant que de l'autre côté, on décrète le désarmement et on livre les vaincus aux vainqueurs.

Je répète les paroles viriles que le régent de Hongrie a prononcées à l'occasion de la visite des Hongrois d'Amérique : « Justice d'abord et que la paix vienne ensuite. »





